



# **AMUNDI :**

## **Enquête sur un géant de l'investissement**

# AMUNDI : Enquête sur un géant de l'investissement

## Auteurs :

Lara Cuvelier  
Guillaume Pottier

## Contributeurs :

Alix Mazounie  
Lucie Pinson

## Mise en page :

Jordan Jeandon, Graphic designer

## Date de publication :

Janvier 2022

# SOMMAIRE

Résumé exécutif	4
Introduction : Amundi, le géant méconnu	5
<b>1. Amundi, un poids lourd en Europe et en France, dont l'influence explose</b>	<b>6</b>
a. Le plus gros gestionnaire d'actifs en France, et même en Europe.	6
b. Un actionnaire de poids	6
c. Amundi mène, les autres suivent	8
<b>2. Leader de la finance durable ?</b>	<b>10</b>
a. Une forte présence dans le petit monde de la finance durable	10
b. Entre marketing vert et investissements polluants	11
<b>3. Une réalité tout autre : les 3 gros défis climat d'Amundi</b>	<b>12</b>
a. La gestion passive : un risque croissant pour le climat	12
b. Amundi vote encore en faveur des développeurs de charbon	13
c. Amundi continue à soutenir l'expansion fossile	15
<b>Conclusion et recommandations</b>	<b>18</b>
<b>Annexes</b>	<b>20</b>

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**A**mundi, le gestionnaire d'actifs du Crédit Agricole, est un poids lourd en Europe et en France. Son influence explose, non sans risque pour le climat. Avec son rachat de Lyxor au 1er janvier, il entre définitivement dans la cour des grands. Bien qu'il ne ménage pas ses efforts pour se positionner comme un leader sur le sujet de la finance durable, l'impact négatif de ses investissements sur le climat est significatif.

Amundi devra relever 3 gros défis en 2022 s'il entend prouver sa sincérité en matière de lutte contre le dérèglement climatique :

- Amundi mise une partie de sa croissance sur le développement de sa gestion passive. Structurellement, et sans un changement rapide de sa façon de faire, Amundi laissera la porte ouverte aux pollueurs qui aggravent la crise climatique.
- En soutenant encore les entreprises qui continuent de se développer dans le charbon lors de leurs assemblées générales (AG), Amundi montre les faiblesses de sa politique d'engagement. Ses votes lors de la saison des AG en 2022 seront le test clé pour évaluer la réalité de sa politique d'engagement actionnarial.
- Pétrole et gaz : Amundi est à la traîne. Ses investissements sont en roue libre dans les développeurs d'hydrocarbures. Ils s'étendent même dans les secteurs les plus risqués pour le climat et l'environnement (l'exploitation pétro-gazière en zone Arctique par exemple), et mettent à mal sa capacité à s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris.

Reclaim Finance appelle Amundi, qui multiplie les engagements et ses communications autour de la finance durable, à écouter la science climatique afin de s'aligner avec l'Accord de Paris.

# INTRODUCTION

## Amundi, le géant méconnu

**A**mundi est un acteur encore peu connu en France. **La filiale du Crédit Agricole est pourtant le plus gros investisseur européen,** présent au capital de la majorité des grandes entreprises françaises et européennes. Il est aussi le plus gros gestionnaire d'épargne salariale et retraite en France et gère celle de plus de quatre millions de français.<sup>1</sup> **Son poids, en tant qu'actionnaire mais aussi en tant que leader du secteur très compétitif de la gestion d'actifs, est immense.** Au 1er janvier 2022, Amundi s'est offert Lyxor, un des géants en Europe de la gestion "passive". C'est le dernier exemple en date qui montre son appétit pour croître et augmenter ses investissements, mais aussi son choix de se développer dans la gestion "passive".

**Or Amundi affiche de grandes ambitions en matière climatique. Membre de la Net Zero Asset Manager Initiative,<sup>2</sup> Amundi s'est engagé à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050** et à réduire à minima de 50% ses émissions de CO2 d'ici à 2030.<sup>3</sup> Mais tenir ces objectifs nécessite obligatoirement de réduire massivement ses investissements dans les énergies fossiles. En effet, l'Agence internationale de l'énergie est claire : il faut renoncer dès maintenant aux nouveaux projets charbon et aux nouveaux champs pétroliers et gaziers pour avoir une chance de limiter le réchauffement à 1,5°C.<sup>4</sup>

Amundi démontre-t-il une telle ambition aujourd'hui ? **Nous avons mené l'enquête en analysant ses politiques en place d'engagement et d'exclusion des entreprises des énergies fossiles.**

# 1. AMUNDI, UN POIDS LOURD EN EUROPE ET EN FRANCE, DONT L'INFLUENCE EXPLOSE

## a. Le plus gros gestionnaire d'actifs en France, et même en Europe

Amundi est le plus important gestionnaire d'actifs européen.<sup>5</sup> **Avec €1811 milliards sous gestion, il est le seul européen<sup>6</sup> à figurer dans le top 10 des plus gros gestionnaires au monde.** En 2020, c'était le 5ème gestionnaire d'actifs qui augmentait le plus ses actifs sous gestion. S'il ne peut pas encore se prévaloir de rivaliser avec BlackRock, qui fait quatre fois sa taille, **avec son tout récent rachat de Lyxor, Amundi entre définitivement dans la cour des grands.**

S'il est talonné en Europe par l'investisseur anglais Legal & General, sa taille le positionne de facto en France comme le chef de file, devant les filiales de gestion d'actifs de la BNP, de Natixis et d'AXA.

## b. Le plus gros gestionnaire d'actifs en France, et même en Europe

**Amundi a plus de 100 millions de clients particuliers et 1500 clients institutionnels.<sup>7</sup>** Les clients d'Amundi sont donc à la fois des particuliers et des institutionnels, comme des entreprises ou des assureurs. Amundi gère leur argent en investissant via des fonds et selon différents types de gestion, notamment

gestion collective ou gestion sous mandat.<sup>8</sup> Comme tout gestionnaire d'actif et sous réserve des contrats signés avec ses clients, Amundi est donc aux commandes quand il s'agit de choisir dans quelles entreprises investir, ou comment voter aux assemblées générales des sociétés dont il détient des participations. Bien que certains types de clients donnent des instructions à suivre pour investir pour eux, **le gestionnaire garde toutefois une large marge de manœuvre. Il se doit même de protéger ses clients des risques pesant sur les investissements,** que ce soit à court, moyen ou long terme, ce qui l'oblige à cadrer les choix de ses clients.<sup>9</sup>

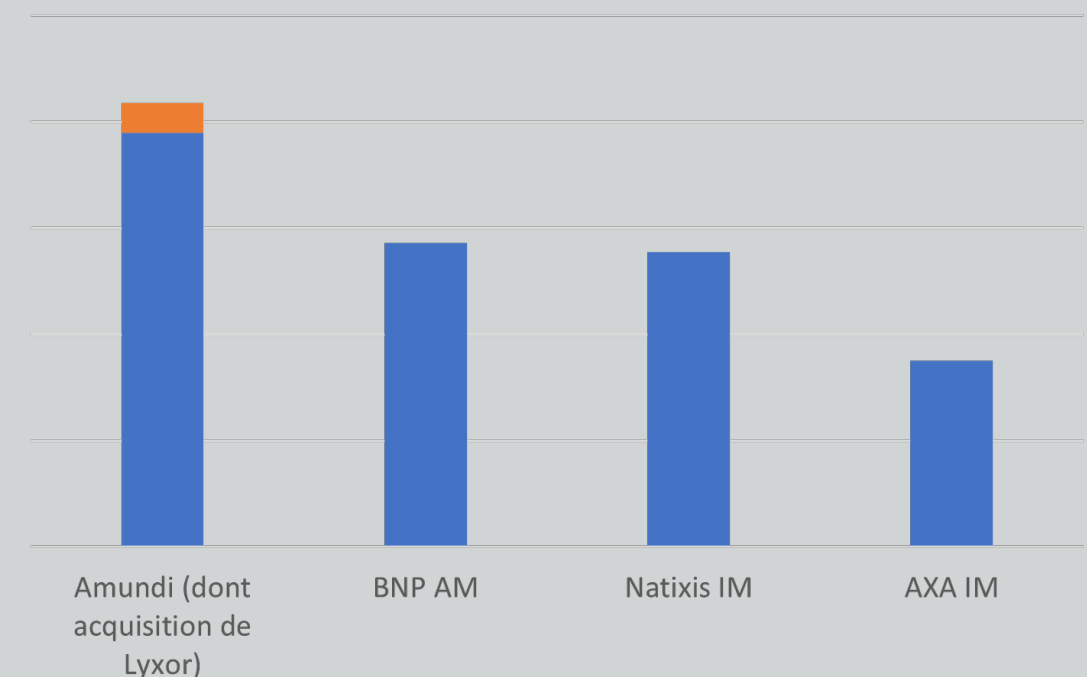
Ainsi, **toutes les règles et standards qu'il se fixe dans la manière de gérer les investissements de ses clients ont une importance critique.** Par exemple, Amundi, comme tout gestionnaire d'actifs, peut décider de refuser de signer tout nouveau contrat avec un client s'il n'y a pas de règle claire sur la manière de traiter les investissements dans les énergies fossiles.

Étant donné sa taille et sa croissance, **Amundi se retrouve donc actionnaire d'une multitude de grandes entreprises.** En France, il figure aujourd'hui parmi les plus gros actionnaires d'un bon nombre d'entreprises du CAC 40, comme Air Liquide, Alstom ou encore Bouygues, où il peut donc exercer de l'influence. Par exemple, par sa politique de vote, **Amundi peut influencer sur les plans stratégiques des entreprises et leurs décisions d'investissements.**

## Une explosion de la gestion passive d'Amundi



## Comparaison de la taille des principaux gestionnaires d'actifs en France



Source : graphiques réalisées par Reclaim Finance sur la base des rapports d'activité d'Amundi et d'informations disponibles publiquement.



## c. Amundi mène, les autres suivent

Décrit par ses pairs comme un des "consolidateurs de l'industrie",<sup>10</sup> Amundi est devenu le plus gros en Europe notamment grâce à sa stratégie de croissance par le rachat<sup>11</sup> de filiales depuis quelques années. Que ce soit pour cette stratégie de rachat ou pour la vente de services informatiques comme Alto à d'autres sociétés de gestion, ses mouvements sont scrutés par les gestionnaires français. AXA IM et Ostrum AM tentent notamment de lui emboîter le pas sur les services informatiques vendus à d'autres gestionnaires.<sup>12</sup>

Ainsi, sur le modèle de BlackRock qui vend son outil de gestion de portefeuille Aladdin à d'autres gestionnaires,<sup>13</sup> Amundi a beaucoup investi dans son propre outil Alto.<sup>14</sup> La

stratégie de vente de cette intelligence artificielle des investissements se confirme : Amundi annonçait en 2021 ses ambitions de vente du service à des clients externes (c'est-à-dire à d'autres gestionnaires d'actifs) à hauteur de 150 millions d'euros.<sup>15</sup> Si Amundi parvient à faire utiliser de manière massive son outil, cela lui permet d'augmenter son influence sur le marché de la gestion d'actifs, en imposant sa vision de la gestion des risques et des décisions d'investissement.<sup>16</sup> Début 2022, Amundi annonçait vouloir également développer Alto Sustainability dont l'ambition est d'aider à la décision "les investisseurs sur les enjeux environnementaux et sociétaux",<sup>17</sup> toujours dans les pas de BlackRock et son outil Aladdin Climate.

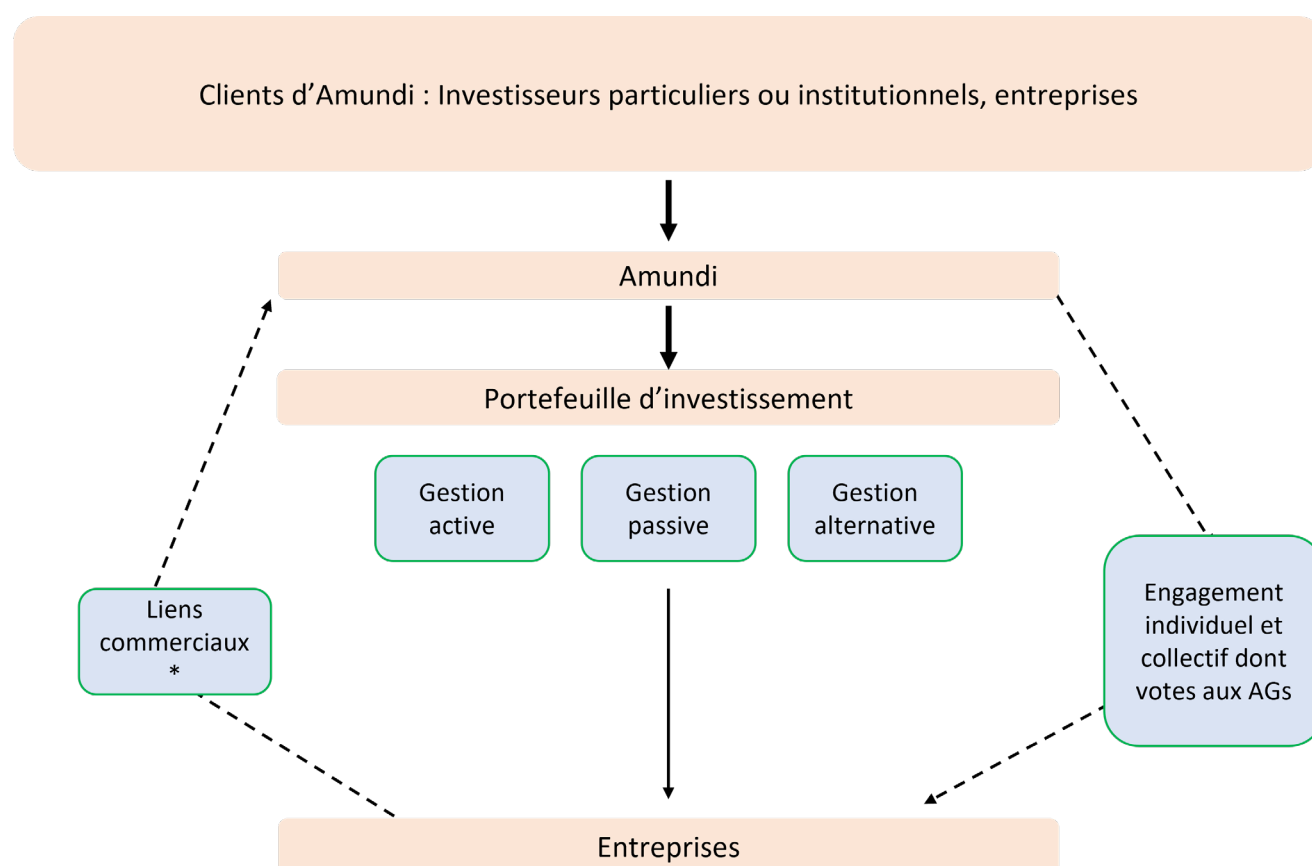
Sa taille le positionne en tant que faiseur de normes sur la place financière parisienne, d'autant plus qu'Amundi sait user de son influence.

Amundi est présent dans une dizaine de coalitions d'investisseurs,<sup>18</sup> qui s'engagent dans des activités de lobbying, par exemple sur des sujets réglementaires, au nom de leurs membres. **Amundi lui-même participait en 2020 à une dizaine de consultations sur des sujets réglementaires, en France ou en Europe.**<sup>19</sup> Les positions d'Amundi sur ces différents sujets sont diverses et les positions des coalitions d'investisseurs ne sont pas forcément les siennes, mais ce qui est sûr, c'est qu'Amundi compte parmi les membres actifs d'un certain nombre

d'entre elles.<sup>20</sup> **L'EFAMA, dont Amundi est membre du conseil d'administration,<sup>21</sup> est notamment connue<sup>22</sup> pour ses positions très conservatrices à l'encontre des réglementations sur la finance durable** de l'Union européenne

Jean-Jacques Barbéris, président d'Amundi, est également vice-président de Finance for Tomorrow, une initiative regroupant les acteurs financiers français engagés pour "une finance plus durable". Le gestionnaire y a récemment coordonné le lancement d'une initiative sur la transition juste.<sup>23</sup>

## Les leviers d'influence entre Amundi et les entreprises



\* Rémunération pour la tenue de dossiers, gestion, conseil et autres services financiers pour les plans de retraite/épargne des entreprises

## Une influence négative sur la réglementation financière et du climat ?

Une analyse détaillée réalisée par Influence Map des activités de lobbying direct d'Amundi révèle un positionnement ambigu vis à vis des réglementations européennes.<sup>24</sup> D'après ces analyses, Amundi et sa maison mère, le Crédit Agricole, semblent avoir adopté des positions différentes, avec des messages au niveau du groupe semblant être plus favorables à des mesures contraignantes sur la finance durable que l'engagement direct d'Amundi qui se positionne plutôt contre une réglementation prescriptive. Bien que se disant en faveur d'une réglementation sur la finance durable, le détail des prises de position d'Amundi souligne également le souhait d'atténuer des règles jugées trop normatives ou de reporter leur application.

Par exemple, **Amundi a exercé des pressions pour affaiblir le reporting ESG des investisseurs**, le règlement « Sustainable Finance Disclosure Regulation » (SFDR). Le gestionnaire s'est opposé au caractère prescriptif de la réglementation, a suggéré de prendre en compte les types d'investisseurs, et a décrit comme "non pertinente" l'obligation de reporting quantitatif sur les principaux impacts négatifs au niveau de l'entreprise.<sup>25</sup> Il a par ailleurs demandé à repousser le délai d'application des règles.

**Un autre élément d'exemple est la taxonomie européenne, où Amundi a notamment émis des réserves sur le principe DNSH et la taxonomie des activités polluantes.**

## 2. LEADER DE LA FINANCE DURABLE ?

### a. Une forte présence dans le petit monde de la finance durable

Depuis sa première politique d'investissement responsable rédigée sous l'égide du comité Médicis,<sup>26</sup> Amundi a progressivement cherché à se positionner comme référence sur la finance durable notamment via des groupes d'investisseurs.

- Depuis juillet 2021, **Amundi est membre de la Net Zero Asset Manager Initiative (NZAM)**, ce qui l'engage à poursuivre un objectif de neutralité carbone en 2050.
- Il participe également à **une quinzaine d'initiatives internationales sur les questions climatiques**, comme les Green Bond Principles, le Climate Action

100+, l'IIGCC et l'AIGCC, qui promettent de "mobiliser les investisseurs dans la transition à une énergie bas carbone".

- La Responsable de la Recherche ESG, de l'engagement actionnarial et de la politique de vote d'**Amundi préside la commission "Dialogue et engagement" du FIR et influence directement la forme et le contenu des démarches d'engagement actionnarial de la place de Paris.**<sup>27</sup>

Ses partenariats avec le secteur public reflètent également ses ambitions en lien avec la finance durable. Après la signature d'un premier partenariat stratégique avec l'IFC en 2017, il annonçait récemment être partenaire de l'IFC pour un [programme](#) d'obligations vertes. Des partenariats existent aussi avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'AIB (la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures).

### Exemple d'une publicité d'Amundi



Amundi met aussi un pied dans le monde [universitaire](#), en étant par exemple partenaire du MSc « Climate Change & Sustainable Finance » de l'EDHEC Business School depuis 2021. Le gestionnaire fait aussi partie de la chaire académique "Sustainable Finance and Responsible Investment" sponsorisée par l'AFG et dirigée par l'Ecole Polytechnique et l'Institut d'Economie Industrielle "IDEI" de Toulouse." Par ailleurs, Amundi soutient la Chaire "Economie du climat", une initiative de CDC Climat et de l'Université Paris-Dauphine sous l'égide de la Fondation Institut Europlace de Finance, qui compte TotalEnergies parmi ses membres fondateurs.

Enfin, en annonçant début 2022 vouloir développer "Alto Sustainability", son outil d'aide à la décision pour les investisseurs sur les enjeux environnementaux et sociétaux, **Amundi confirme son envie de s'imposer sur la gestion des risques climatiques.** BlackRock faisait de même en 2020 avec «Aladdin Climate», une manière d'imposer sa vue des risques climatiques.<sup>28</sup>

### b. Entre marketing vert et investissements polluants

Amundi ne ménage pas les efforts publicitaires pour mettre en avant son exemplarité, comme ici dans le cadre d'un partenariat rémunéré avec le Financial Times.<sup>29</sup> Sa plateforme de recherche montre plus de 36 articles et études sur le sujet de la finance durable en 2021. Ses publicités n'hésitent pas à vendre les produits d'Amundi comme des produits qui contribuent à "changer le monde" ou "lutter contre le changement climatique" tout en omettant de mentionner que la majeure partie de ses encours ne contribuent bien souvent en rien à cet objectif et investissant en continu dans des entreprises qui ont fait la crise climatique actuelle, y compris des entreprises industrielles des énergies fossiles. Par ailleurs, son tout récent plan ESG pour les années 2022-2025, annoncé via une conférence de presse fin 2021, brille par son flou<sup>30</sup> et ne répond pas aux principales lacunes d'Amundi en matière de climat.

### Le président d'Amundi missionné par le gouvernement<sup>31</sup>

Yves Perrier, Président d'Amundi et vice-président de Paris Europlace, s'est vu confier en novembre dernier par Bruno Le Maire une mission de coordination des acteurs financiers en France dans leur application de l'Accord de Paris. Cette mission devra vérifier que les acteurs répondent bien à l'appel du gouvernement français : arrêter le "financement du charbon et des hydrocarbures non conventionnels, en lien avec l'Accord de Paris, et au-delà, dans une trajectoire de réduction de l'intensité carbone des projets et des entreprises financés".

### 3. UNE RÉALITÉ TOUT AUTRE : LES 3 GROS DÉFIS CLIMAT D'AMUNDI

La croissance fulgurante va malheureusement de pair avec **des investissements plus que problématiques dans un contexte de nécessaire rupture** avec nos modes de production et de consommation d'énergie.

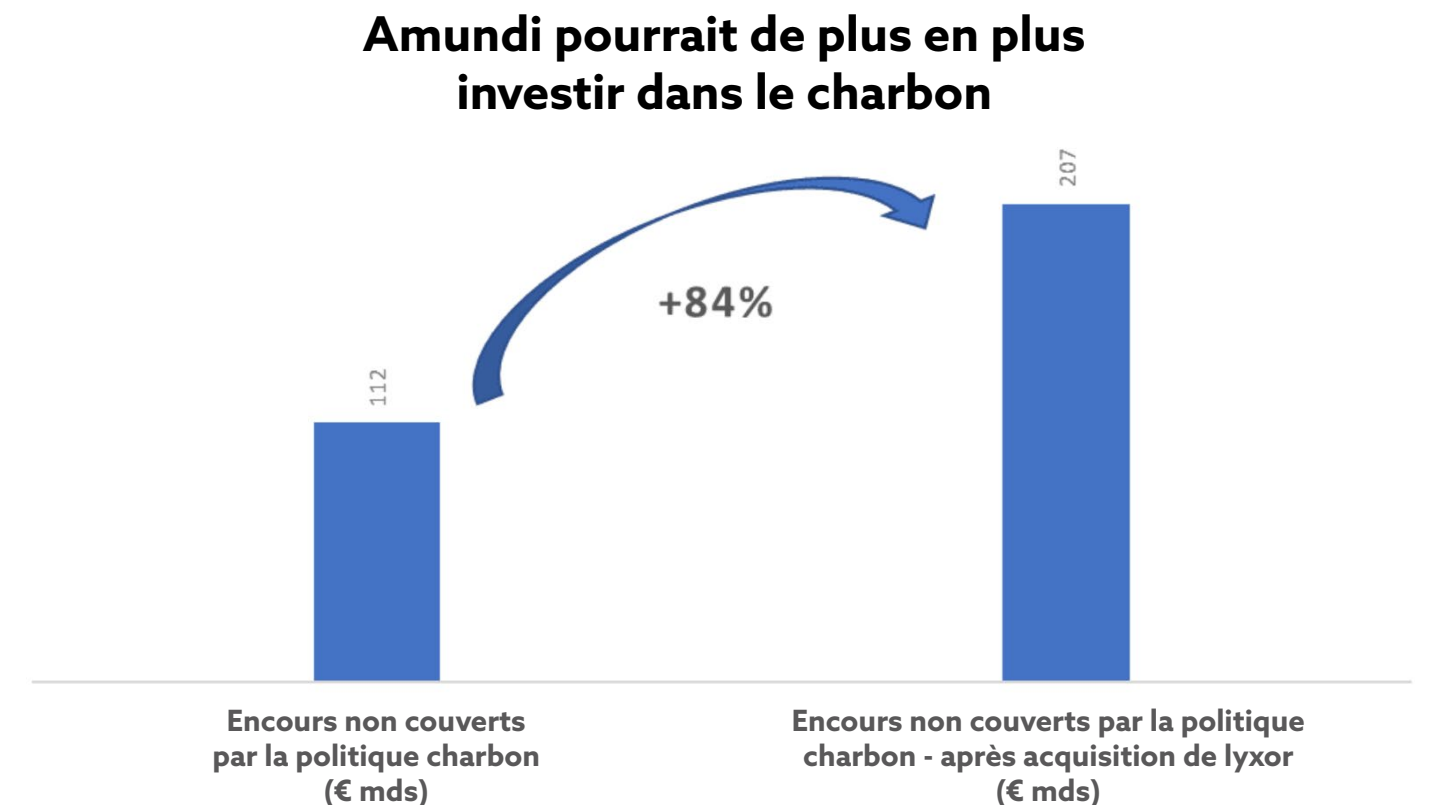
#### a. La gestion passive : un risque croissant pour le climat

Le rachat de Lyxor propulse Amundi au rang de poids lourd de la gestion passive : €282 milliards d'encours aujourd'hui et €420 milliards prévus en 2025. En effet, Lyxor étant connu pour gérer la majorité (67%) de ses encours de façon passive,<sup>32</sup> Amundi affiche ainsi vouloir devenir la "référence" en Europe dans ce type de gestion.<sup>33</sup> Mais il y a un gros hic : **les fonds gérés de façon « passive » échappent bien souvent à toute règle d'investissement qui permettrait de limiter le soutien aux secteurs les plus intensifs en gaz à effet de serre (GES).**

#### Zoom sur le charbon

En 2019, Amundi, plus grand gestionnaire d'actifs en Europe, devenait, à travers son groupe Crédit Agricole, le premier acteur financier français à prendre l'engagement de sortir du charbon et à exiger que les entreprises produisent des plans de sortie du secteur d'ici 2021. Mais cette politique contient plusieurs failles.<sup>34</sup> Parmi celles-ci, le fait que **la politique d'Amundi, qui limite fortement les investissements dans le charbon en théorie, introduit une exception pour une grande partie de sa gestion passive. Les fonds qui se retrouvent dans cette exception sont donc en roue libre : ils investissent sans condition dans le secteur du charbon. En janvier 2021, les investissements d'Amundi dans le secteur étaient de 4.8 milliards de dollars,<sup>35</sup> y compris dans des entreprises développant de nouvelles mines et centrales à charbon, comme Glencore, KEPCO ou Marubeni. L'arrivée de Lyxor pourrait empirer le problème.**

Malgré le discours d'Amundi, l'augmentation de ses encours en investissement responsable



Source : graphique réalisé par Reclaim Finance à partir de données publiées par Amundi.

ne va pas de pair avec une baisse de ses soutiens aux entreprises les plus polluantes. Par exemple, **bien que les encours "ISR" d'Amundi progressent chaque année, il n'y a toujours pas de garantie sur la fin des investissements dans les développeurs de charbon.**<sup>36</sup> Plusieurs années après l'adoption de sa politique charbon, **Amundi n'a toujours pas pris d'engagement à améliorer le problème de l'angle mort de sa gestion passive.**

#### b. Amundi vote encore en faveur des développeurs de charbon

Amundi indique compenser l'absence d'exclusion dans ces fonds passifs par une politique d'engagement volontariste. L'investisseur avait ainsi annoncé qu'il n'hésiterait pas à utiliser ses droits de votes aux assemblées générales pour sanctionner les entreprises présentes dans son portefeuille passif, et qui continuent à développer de nouveaux projets dans le secteur du charbon.<sup>37</sup>

**Or l'analyse des votes d'Amundi en 2021 montre que cet engagement n'a pas été correctement mis en œuvre.** Sur un périmètre de 13 développeurs de nouveaux projets charbon analysés par Reclaim Finance dans le cadre d'une étude sur la crédibilité des plans de sortie :

- Amundi a soutenu l'ensemble des résolutions proposées par les développeurs dans 50% des cas.<sup>38</sup>
- Amundi a voté en faveur de 78% des résolutions proposées par la direction de ces 13 développeurs.<sup>39</sup>

**Amundi peut parfois aller jusqu'à cautionner explicitement la stratégie climaticide de certains acteurs du charbon, comme c'est le cas pour la multinationale minière Glencore.** Amundi a ainsi voté en faveur du plan "climat" de l'entreprise<sup>40</sup> lors de l'assemblée générale de 2021, alors que ce plan indique explicitement que le géant minier "continuera à opérer ses mines [de charbon] jusqu'à la fin de leur durée de vie" c'est à dire au delà de 2050.<sup>41</sup>

#### Qu'est ce que la gestion passive ?

La gestion passive est un mode de gestion dans lequel l'objectif du fonds est d'avoir le même rendement qu'un indice de marché (comme le CAC40). La composition (les actions ou obligations détenues) d'un fonds qui suit ce mode de gestion est donc souvent étroitement lié à la composition de l'indice qu'il suit.





## Le bilan en demi-teinte de sa stratégie d'engagement

**Les incohérences de la politique de vote d'Amundi sur les développeurs charbon révèlent les faiblesses plus globales de sa stratégie d'engagement.** En 2019, Amundi devenait, à travers son groupe Crédit Agricole, le premier acteur financier français à prendre l'engagement de sortir du charbon et à exiger que les entreprises produisent des plans de sortie du secteur d'ici 2021. Alors que cette échéance est échue, une analyse des plans de sortie du charbon d'une cinquantaine d'entreprises révèle pourtant que 94% d'entre elles ne disposent pas de plans de sortie satisfaisants.<sup>42</sup> Amundi reste investi dans l'intégralité de ces entreprises.

L'échec des investisseurs, dont Amundi, à faire entendre leurs demandes s'explique par deux raisons.

**Premièrement, la requête adressée aux entreprises n'est pas suffisamment précise : hormis l'horizon de retrait du charbon en 2030 et 2040, Amundi ne formule aucune autre**

**exigence sur le contenu des plans de sortie<sup>43</sup> et ses "succès" montrent d'importantes limites.** Amundi s'enorgueillit, par exemple, d'avoir obtenu un engagement de l'entreprise minière BHP à sortir du charbon d'ici 2022, sans se formaliser de la vente de ses mines à d'autres acteurs qui continueront à les opérer bien après cette date.<sup>44</sup> Il en va de même pour RWE : Amundi salue un pas dans la bonne direction<sup>45</sup> alors que l'entreprise allemande maintiendra certaines centrales en activité jusqu'en 2038,<sup>46</sup> a attaqué le gouvernement néerlandais en justice pour contester son calendrier de sortie du charbon et prévoit de convertir deux centrales à la biomasse.<sup>47</sup>

**Deuxièmement, les sanctions appliquées par Amundi à l'égard des entreprises qui ne répondent pas à ses demandes ne sont pas suffisamment contraignantes.** Ainsi, pour les entreprises qui échouent à établir un plan de sortie du charbon avant fin 2021, Amundi ne prévoit pas de suspendre les services financiers – comme le fait, par exemple, la filiale bancaire de BNP Paribas – mais simplement de les restreindre aux projets dits verts.

**Le cas d'Amundi illustre parfaitement les risques du dialogue actionnarial. Sur le papier, sa politique d'engagement semble excellente.<sup>48</sup> Pourtant, son application à géométrie variable et les faiblesses qui logent dans ses détails la rendent relativement inefficace.** Alors qu'Amundi souhaite augmenter très fortement ses activités d'engagement sur les sujets climatiques d'ici à 2025,<sup>49</sup> le risque est grand qu'un dialogue aux modalités mal définies et une stratégie des "petits pas" se substituent à des demandes plus ambitieuses et des actions plus concrètes.

## c. Amundi continue à soutenir l'expansion pétrolière et gazière

Les scientifiques et plus récemment l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sont arrivés à la conclusion formelle que pour espérer

limiter l'augmentation des températures, notre budget carbone est restreint. Pour y arriver, l'AIE trace une ligne rouge : limiter le réchauffement climatique à 1,5°C implique de ne plus développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers au-delà de ceux déjà validés en 2021.<sup>50</sup>

## Amundi adopte des mesures floues

Amundi est à la traîne. **Au lieu d'adopter des mesures d'engagement dont la mesure prioritaire serait le dialogue afin de pousser toutes les entreprises à renoncer rapidement à développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers, son tout nouveau plan climat prône le flou.<sup>51</sup>** Les demandes faites aux entreprises ne sont pas rendues publiques, ni les dates butoirs pour les mettre en œuvre.

Malgré l'absence de plan crédible de transition de la part des majors pétrolières et gazières,<sup>52</sup> **les désinvestissements prévus par Amundi en 2022 sont bien loin de répondre à l'urgence**

## Le soutien d'Amundi aux majors européennes

Nom de la major européenne	Plans d'expansion pétrole et gaz à court terme (mmboe) <sup>53</sup>	Participation d'Amundi en millions d'euros <sup>54</sup>
<b>BP</b>	3189	551
<b>Eni</b>	1984	345
<b>Equinor</b>	2677	62
<b>Repsol</b>	547	289
<b>Shell</b>	3779	1177
<b>Total Energies</b>	4306	11970 (Actionnaire n°1)



**climatique et à l'engagement "net-zéro" d'Amundi.** Les critères fixés sur le secteur des hydrocarbures<sup>55</sup> ignorent complètement la nécessité de mettre fin à toute expansion de la production pétrolière et gazière pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Pourtant, des projets de nouveaux champs pétroliers et gaziers ont été reconnus par les scientifiques et l'Agence internationale de l'énergie comme étant tout aussi incompatibles que des nouveaux projets charbon pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en suivant une trajectoire 1,5°C. Si **Amundi a adopté la bonne approche pour le charbon en s'engageant à exclure - au moins de ses fonds actifs - les entreprises qui s'y développent, le gestionnaire d'actifs refuse de l'appliquer pour le secteur du pétrole et du gaz.**

**Le critère d'exclusion adopté permet encore à Amundi de soutenir une large majorité des plans d'expansion (près de 75%) des entreprises du secteur pétrole et gaz.<sup>56</sup> Rien que pour les 6 majors européennes, les participations en obligations et actions d'Amundi au 14 janvier 2022<sup>57</sup> représentaient plus de 14 milliards d'euros.** Par ailleurs, la mesure repose sur une définition très restreinte du non conventionnel, faisant l'impasse sur des secteurs en plein essor et à haut risque environnemental comme l'Arctique. Amundi choisit également comme indicateur la part de revenus d'une entreprise générée dans les non-conventionnels, ce qui conduit à sous estimer les exclusions à réaliser.<sup>58</sup>

Amundi a ici un rôle important à jouer, de par sa taille et sa présence au capital des majors européennes du pétrole et du gaz, mais aussi de par son envie de se positionner comme leader sur la finance durable. **Son engagement**

**"net-zéro" ne sera crédible que s'il renforce rapidement sa politique d'engagement, et de désinvestissement à échéance courte pour les expansionnistes.**

Alors que le comité scientifique<sup>59</sup> de la place financière de Paris<sup>60</sup> appelle les acteurs financiers à conditionner le maintien de leurs investissements à un arrêt de l'expansion dans les pétrole et gaz non conventionnels,<sup>61</sup> **Amundi n'est en aucun cas aligné avec cette demande et avec les impératifs scientifiques.**

Le comité scientifique de l'Observatoire appelle notamment la place financière à prendre des mesures pour protéger l'Arctique (selon la définition de l'AMAP). **Amundi détient \$13 milliards<sup>62</sup> dans les plus gros développeurs en zone Arctique et c'est le 3ème plus gros soutien dans la zone.** Aucune date limite n'a été fixée par Amundi pour exiger de ces développeurs la fin des nouveaux projets.

### **Pourquoi faut-il protéger l'Arctique?**

Les réserves en gaz et en pétrole déjà découvertes en Arctique pourraient consommer 22% du budget carbone qu'il nous reste jusqu'en 2050 pour limiter le réchauffement climatique à moins d'1,5°C.<sup>63</sup> C'est un cercle vicieux pour le climat : plus la fonte des glaces s'accélère en Arctique, plus les réserves d'énergies fossiles deviennent accessibles. Or, plus il y a de projets pétroliers et gaziers en Arctique, moins l'Arctique peut jouer son rôle de climatiseur pour la planète et plus la région et ses écosystèmes seront fragilisés. C'est pourquoi il est indispensable de protéger l'Arctique contre l'expansion pétro-gazière.

Lire notre enquête sur l'Arctique  
pour en savoir plus

“

**No new oil and gas fields  
are required beyond those  
already approved for  
development**

”

IEA, WEO 2021



# CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

**Amundi se doit d'être exemplaire à plusieurs titres, notamment dans le cadre de la nomination de son président pour réaliser une mission pour le gouvernement sur l'alignement avec l'Accord de Paris.** Nous appelons Amundi à clarifier sa position par rapport aux entreprises développant de nouveaux champs pétroliers et gaziers. Par ailleurs, la fusion avec Lyxor, l'un des principaux fournisseurs d'ETF européens, qui confirme l'ambition d'Amundi de développer son activité passive, rend désormais intenable l'absence de mesures plus ambitieuses sur ce type de gestion.

## **Les priorités pour Amundi en 2022 :**

- Mettre à jour sa politique charbon pour y inclure un engagement à appliquer ses exclusions à l'ensemble de ses actifs sous gestion, dont la gestion passive, à horizon fin 2022.
- Combler l'écart entre l'ambition de sa politique d'engagement et son action décevante lors des Assemblées Générales. Lors des assemblées générales du printemps 2022, Amundi devrait se positionner en leader de l'engagement en : i) co-déposant des résolutions d'initiative actionnariale demandant aux entreprises une consultation des actionnaires sur leur plan climat; ii) soutenant les résolutions climatiques déposées par d'autres actionnaires; et iii) n'hésitant pas à voter contre des plans climats défaillants proposés par la direction des entreprises.
- S'aligner avec les conclusions de l'AIE sur le pétrole et gaz et conditionner les nouveaux investissements dans les entreprises à la fin de leurs projets d'expansion pétro-gazière.

“ **We are convinced that the financial sector is a key catalyst for action in this race to Net Zero** ”

*Valérie Baudson,  
DG d'Amundi*

# RÉFÉRENCES

1. [https://www.amundi.fr/fr\\_part/Nos-Savoir-Faire/Epargne-Salariale-Retraite](https://www.amundi.fr/fr_part/Nos-Savoir-Faire/Epargne-Salariale-Retraite)
2. <https://www.netzeroassetmanagers.org/>
3. Les membres signataires de la NZAM doivent s'aligner avec les critères Race to Zero.
4. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
5. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
6. Allianz Group apparaît également dans ce top 10, mais l'une de ses branches de gestion d'actifs, PIMCO, a son siège social aux US.
7. Source : Rapport annuel d'Amundi, 2020
8. La gestion collective consiste à regrouper son épargne avec les investissements d'autres épargnants au sein de portefeuilles, dans des organismes de placement collectif (OPC). La gestion sous mandat est confiée par un investisseur institutionnel à une société de gestion extérieure, pour une gestion spécifique. Un mandat de gestion n'a pour sa part pas de matérialisation, c'est simplement un contrat entre la société de gestion et un client : un mandat de gestion ne s'adresse qu'à un seul client. Un gestionnaire peut inclure des produits de gestion collective dans son mandat. Source : <https://www.novethic.fr/lexique/G.html>.
9. C'est ce qu'on appelle la responsabilité fiduciaire de l'investisseur. De nombreux travaux montrent que cette responsabilité implique de prendre en compte le critère climatique dans la manière d'investir. BlackRock, le plus gros gestionnaire d'actifs au monde, a récemment réalisé une étude concluant que désinvestir des énergies fossiles était compatible avec cette responsabilité.
10. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/ostrum-am-se-tient-pret-pour-de-grandes-manoeuvres-dans-la-gestion-assurantielle-1366011>
11. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/amundi-la-success-story-de-la-gestion-dactifs-europeenne-1289281>
12. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/axa-im-et-ostrum-am-posent-des-jalons-pour-ouvrir-leurs-infrastructures-de-gestion-a-des-tiers-1296552>
13. Un outil de gestion de portefeuille est censé aider un gestionnaire d'actifs à investir et à gérer les risques d'investissement. Un gestionnaire d'actifs peut donc acheter le droit à utiliser l'un de ces outils, comme Aladdin ou Alto. Ces outils utilisent l'intelligence artificielle pour traiter une importante masse d'information.
14. Alto est le système de gestion de portefeuille d'Amundi, sur le modèle de BlackRock et son système Aladdin.
15. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/amundi-marche-dans-les-pas-de-blackrock-dans-linformatique-1296261>
16. <https://www.optionfinance.fr/rubrique-asset-management/amundi-simpose-dans-les-services-technologiques.html>
17. <https://presse.credit-agricole.com/actualites/amundi-presente-son-nouveau-plan-societal-ambition-2025-et-accelere-sa-transformation-en-faveur-dune-transition-environnementale-juste-6309-9ed05.html>
18. Voir <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/188213>
19. Voir <https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/188213>
20. InfluenceMap analyse la force des liens entre les acteurs financiers et les groupes professionnels. Voir l'analyse d'Amundi [ici](#).
21. <https://www.efama.org/about-us/our-board-0>
22. L'EFAMA a fait du lobbying pour restreindre le la portée de la taxonomie européenne et plaidé contre une approche rigoureuse de la classification ou pour d'affaiblir les seuils «verts» spécifiques spécifiques. L'EFAMA a également tenté d'affaiblir l'ambition des régulations Benchmark et SFDR de l'UE. Plus de détails [ici](#).
23. [https://assets.website-files.com/6144ae18758485f2f1e1aa02/617bed6033c6ec71510a814e\\_F4T\\_Communique-de-presse\\_Coalition-Transition-Juste-EN-FR.pdf](https://assets.website-files.com/6144ae18758485f2f1e1aa02/617bed6033c6ec71510a814e_F4T_Communique-de-presse_Coalition-Transition-Juste-EN-FR.pdf)
24. <https://lobbymap.org/company/Credit-Agricole-8f9efc55dd2c4409f8a19350c17fd121/projectlink/Credit-Agricole-in-Sustainable-Finance-583924da9d5a8beda7f92497f4628708>
25. <https://lobbymap.org/evidence/-9a069db543d9f0cf4a2afea0eae5fbb5>
26. Le comité Médicis est un think tank sur l'investissement responsable dans lequel siègent plusieurs figures académiques et de l'entreprise dont le PDG de Total Patrick Pouyanné. Amundi a créé en 2003 ce comité, "pour l'accompagner dans sa démarche ISR".
27. Amundi a ainsi récemment co-signé avec le FIR une lettre demandant aux entreprises du SBF 120 de proposer des mécanismes de type "Say on Climate" lors des assemblées générales de 2022.
28. 28. <https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/06/Exposing-BlackRock-grip-on-EU-climate-finance-plans.pdf>
29. [https://www.ft.com/brandsuite/Amundi/amundi-leads-responsible-investment-strategies.html?utm\\_source=TW&utm\\_medium=interest&utm\\_content=image\\_tweet#](https://www.ft.com/brandsuite/Amundi/amundi-leads-responsible-investment-strategies.html?utm_source=TW&utm_medium=interest&utm_content=image_tweet#)
30. <https://reclaimfinance.org/site/2021/12/08/le-grand-flou-du-nouveau-plan-climat-damundi/>
31. <https://www.economie.gouv.fr/climat-bercy-poursuit-action-atteindre-objectif-accord-de-paris>
32. Jusqu'à son intégration par Amundi au 1er janvier 2022, la politique charbon de Lyxor ne s'appliquait pas à sa gestion passive. En revanche, il est à noter que certains ETFs de Lyxor peuvent appliquer certains critères d'exclusion sans que cela ne fasse l'objet d'une règle systématique (par exemple, les ETFs "net zero" de Lyxor).
33. <https://www.fnlonon.com/articles/amundi-unveils-plan-to-bolster-passive-assets-to-more-than-e420bn-by-2025-20220105>
34. Les fonds gérés activement et les fonds "ESG" gérés passivement sont concernés et ne contiennent donc en théorie plus de développeurs de charbon. D'ici 2025, la promesse faite par Amundi est d'atteindre 40% de fonds "ESG" parmi ses fonds gérés passivement. Une large partie des fonds passifs (60%) échapperont donc à toute exclusion systématique.
35. Les données pour Janvier 2022 seront disponibles et publiées ultérieurement. La source des données pour Janvier 2021 est ici: <https://reclaimfinance.org/site/en/2021/02/25/revealed-the-leading-financiers-of-the-coal-industry/>.

36. D'après la base de données de l'ONG urgewald, il existe encore 503 entreprises qui développent de nouveaux projets charbon (donnée à novembre 2021). Sources : <https://reclaimfinance.org/site/2021/10/07/moins-de-5-des-entreprises-de-l-industrie-du-charbon-prevoit-d-en-sortir/>.
37. La politique de vote d'Amundi pour 2021 prévoit un vote contre la décharge du Conseil ou de la Direction, ou contre la réélection du Président et de certains Administrateurs cependant qu'Amundi va plus loin dans le document listant ces priorités d'engagement pour 2021, en prévoyant simplement de voter "contre la direction" (c'est à dire potentiellement contre l'ensemble des résolutions soutenues par la direction).
38. Pour les entreprises suivantes : Mitsubishi, Marubeni, POSCO, Itochu et First Quantum Minerals
39. Le périmètre retenu pour calculer cette statistique recouvre l'ensemble des résolutions soutenues par la direction, selon la définition qu'Amundi semble retenir pour qualifier les votes « contre la direction » (voir le graphique p.23 de son rapport d'engagement 2020). Même en restreignant l'analyse aux résolutions de nomination d'administrateurs, Amundi s'est opposé à la direction dans seulement 24% des cas, ce qui correspond à son taux moyen "normal" d'opposition et ne dénote pas de sanctions particulières prises à l'égard des développeurs
40. Source : Urgewald, Global Coal Exit List 2021
41. <https://reclaimfinance.org/site/la-coal-companies-watchlist/>
42. <https://reclaimfinance.org/site/en/coal-watchlist/>
43. Or de nombreux autres paramètres doivent être pris en compte pour évaluer de manière précise la qualité d'un plan de sortie. Afin d'accompagner les acteurs financiers, Urgewald et Reclaim Finance ont ainsi publié un cadre d'analyse listant 10 critères à prendre en compte pour évaluer les plans de sortie du charbon.
44. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/glencore-rachete-les-parts-de-bhp-et-anglo-american-dans-une-mine-de-charbon-en-colombie-20210628>
45. Amundi évoque le succès de ses engagements auprès de BHP et de RWE dans son rapport d'engagement 2020 (p. 30)
46. Cette date est susceptible d'évoluer dans la mesure où la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne prévoit de revoir la loi de sortie du charbon en 2022 (au lieu de 2026) et vise une sortie totale du charbon "idéalement en 2030" (au lieu de 2038)
47. La conversion à la biomasse engendre un coût sanitaire et environnemental lourd et des émissions de GES équivalentes à celles du charbon (source)
48. La politique d'engagement d'Amundi liste des objectifs précis, présente une stratégie d'escalade détaillée et le gestionnaire rend compte de manière satisfaisante des résultats de ses votes. Par ailleurs, Amundi se classe 5ème en matière de vote de résolutions environnementales et sociales lors des AG de 2021.
49. Le plan climat d'Amundi d'ici à 2025 prévoit d'élargir son dialogue à 1000 entreprises supplémentaires pour les pousser sur les enjeux climatiques.
50. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
51. <https://reclaimfinance.org/site/2021/12/08/le-grand-flou-du-nouveau-plan-climat-damundi/>
52. <https://reclaimfinance.org/site/2021/11/04/cop26-une-recherche-inedite-devoile-les-dangereux-plans-dexpansion-de-lindustrie-petroliere-et-gaziere/>
53. Source: Global Oil and Gas Exit List, une base de données de l'ONG Urgewald.
54. Source : Bloomberg, données disponibles le 14/01/2022.
55. Voir notre analyse et la note attribuée à Amundi sur notre outil en ligne, le Scan de la finance fossile.
56. Selon un calcul réalisé par Reclaim Finance à partir des données sur la production actuelle et future issues de la Global Oil and Gas Exit List (GOGEL) de l'ONG urgewald, l'exclusion des entreprises générant plus de 30% de leur production à partir de pétrole et gaz de schiste et sables bitumineux en 2020 revient à exclure les entreprises responsables de seulement 26% des volumes d'hydrocarbures actuellement en cours de développement ou d'évaluation.
57. Source : Bloomberg, données disponibles le 14/01/2022.
58. Le % de revenus tirés des non conventionnels doit, dans la quasi totalité des cas et faute de reporting par les entreprises, être estimé à partir du montant de production et l'usage d'un proxy sur les revenus. Non seulement la donnée est peu fiable, mais sa qualité ainsi que la façon de calculer la part des revenus de l'entreprise imputables au secteur non conventionnel entraînent une sous estimation du nombre d'entreprises exclues.
59. <https://observatoiredelafinancedurable.com/fr/le-comit%C3%A9-scientifique-et-dexperts/role-et-fonctionnement/>
60. Il s'agit du Comité scientifique de l'Observatoire de la finance durable de la Place de Paris, érigé il y a plus d'un an pour guider la décarbonation des acteurs financiers.
61. <https://observatoiredelafinancedurable.com/fr/le-comit%C3%A9-scientifique-et-dexperts/avis-fonctionnement/>
62. [https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/09/Drill\\_Baby\\_Drill\\_RF\\_Arctic\\_Report\\_23\\_09\\_2021.pdf](https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/09/Drill_Baby_Drill_RF_Arctic_Report_23_09_2021.pdf)
63. <https://reclaimfinance.org/site/proteger-arctique/>

## Crédits photo

AdobeStock



## **AMUNDI : Enquête sur un géant de l'investissement**

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

**[contact@reclaimfinance.org](mailto:contact@reclaimfinance.org)**

